



FINAL

24^{ième} session du Conseil des droits de l'homme
Dialogue interactif avec le l'Expert indépendant sur la situation des droits
de l'homme en Somalie
Intervention de S.E. M. Jean-Marc Hoscheit, Ambassadeur du
Luxembourg (24 septembre 2013)

Monsieur le Président,

Le Luxembourg souscrit à la déclaration faite par l'UE.

Ma délégation remercie l'Expert Indépendant, M. Shamsul Bari, pour son rapport et appuie pleinement ses recommandations.

Nous saluons le fait que, pour la première fois en deux décennies, les progrès récemment enregistrés sur le plan de la situation politique et sécuritaire en Somalie sont tels que l'espoir renaît dans un pays meurtri par tant d'années de conflit sanglant.

Le Luxembourg soutient la Somalie sur le chemin de la paix et de la sécurité. Il réaffirme son appui au nouvel Etat somalien et à ses institutions dans leur action en faveur de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de la démocratie. Y compris en tant que membre non-permanent du Conseil de Sécurité, mon pays continuera à s'engager activement dans cette perspective. La stabilisation vers le plan de la sécurité reste prioritaire tant sur le plan interne que dans ses répercussions internationales. A cet égard, nous condamnons avec la plus grande fermeté l'attaque terroriste sanglante qui a eu lieu ces derniers jours dans un centre commercial de Nairobi.

En dépit des efforts déployés par le Gouvernement somalien, les sujets de préoccupation demeurent, car les acquis restent fragiles. Le nombre d'attaques contre les civils, les cas de violences sexuelles, la question du recrutement d'enfants au sein des forces combattantes, tout comme les graves violations et sévices commis contre les enfants, restent alarmants. Malgré les avancées enregistrées par les forces de sécurité somaliennes et l'AMISOM, la situation sécuritaire demeure préoccupante, notamment en raison des attaques perpétrées

par les Shebab. A ce titre, nous appelons les autorités somaliennes à faire le nécessaire afin d'amener tous les auteurs de ces violations des droits de l'homme à répondre de leurs actes.

Il revient maintenant à la communauté internationale, ensemble avec les autorités somaliennes, de préserver les acquis et de continuer à soutenir l'AMISOM, afin d'établir une paix solide et durable en Somalie. Dans cet esprit, un pas important a été franchi avec la récente adoption du « Somali Compact » avec l'UE. Ce nouveau partenariat permettra à tous les Somaliens de recueillir concrètement les dividendes de la paix et de s'atteler à la reconstruction de leur pays.

Monsieur Bari,

Le Luxembourg se félicite de ce que la feuille de route que vous proposez vise tant les droits politiques et civils que les droits économiques, sociaux et culturels.

Au vu de l'ampleur des réformes à mener, il nous semble pertinent d'identifier des priorités. Pourriez-vous nous donner des indications sur les domaines d'action qui vous semblent prioritaires en la matière ?

Je vous remercie.